

CM de Droit administratif
AC. DUFOUR

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

CHRETIEN (P.), CHIFFLOT (N.) et TOURBE (M.), *Droit administratif*, Sirey, coll. Universités, 17^e éd., 2020, 928 p.

DUMONT (G.), LOMBARD (M.) et SIRINELLI (J.), *Droit administratif*, Dalloz, coll. Hyper Cours, 14^e éd., 2021, 700 p.

FRIER (P.-L.) et PETIT (J.), *Droit administratif*, LGDJ, collection Précis Domat, 15^e éd., 2021, 736 p.

DORD (O.), *Droit de la fonction publique*, PUF, Thémis, 4^e éd., 2021.

GONOD (P.), *Droit administratif général*, Dalloz, coll. Les mémentos, 3^e éd., 2022.

LONG (M.), WEIL (P.), BRAIBANT (G.) ; DELVOLVE (P.) et GENEVOIS (B.), *Les grands arrêts de la jurisprudence administrative* (GAJA), Dalloz, 2021, 23^e éd.

ROUAULT (M.-C.), *Droit administratif et institutions administratives*, Bruylant, 6^e éd., collection : Paradigme - Manuels, 2020, 550 p.

STIRN (B.) ; *Les mots-clés du droit administratif (mini format)*, Dalloz, collection A savoir, nov. 2018, 160 p.

VAN LANG (A.) et GONDOUIN (G.), *Dictionnaire de droit administratif*, Sirey, 8^e éd., 2021.

PLAN INDICATIF DU COURS DE DROIT ADMINISTRATIF

PARTIE INTRODUCTIVE

CHAPITRE 1 - La définition du droit administratif

SECTION I - L'objet du droit administratif

§ 1. La définition négative

§ 2. La définition positive

SECTION II - Le contenu du droit administratif

§ 1. Des règles distinctes de celles du droit commun

§ 2. La compétence de la juridiction administrative

A- Un juge administratif distinct du juge de droit commun

B- La répartition des compétences entre les deux ordres de juridictions

C- Le droit applicable par chacun des ordres de juridictions

SECTION III. La recherche de critères du droit administratif

Bilan du chapitre : thèmes abordés/ notions à connaître/ jurisprudences clefs/ propositions de QRC et QCM/ lectures pour aller plus loin

CHAPITRE 2 - L'évolution du droit administratif

SECTION I - La montée en puissance des juridictions administratives

§ 1. Le principe de la séparation des fonctions administratives et judiciaires

Loi du 16 et 24 août 1790

§ 2. De la justice retenue à la justice déléguée

§ 3. L'abandon de la théorie du ministre juge

§ 4. La consécration constitutionnelle de la justice administrative

SECTION II - Le développement du droit administratif

§ 1. La découverte de grands principes (fin du XIXe-début du XXe)

§ 2. La consolidation du droit administratif

§ 2. Les défis contemporains du droit administratif (XXe)

Bilan du chapitre : thèmes abordés/ notions à connaître/ jurisprudences clefs/ propositions de QRC et QCM/ lectures pour aller plus loin

CHAPITRE 3 - Les sources du droit administratif

SECTION I - Le « bloc de la légalité »

§ 1. Les normes constitutionnelles

A. Le bloc de constitutionnalité : les textes de références

B. L'étendue du contrôle juridictionnel exercé par le juge administratif

1. La théorie de la loi-écran

2. La question prioritaire de constitutionnalité

§ 2. Les normes internationales

A. La hiérarchie entre normes internationales et normes internes

1. Le droit international et le droit communautaire ont une valeur supérieure à celle des actes administratifs

2. Le droit international et le droit communautaire ont une valeur supérieure à celle des lois

3. Le droit international et le droit communautaire ont une valeur inférieure à celle de la Constitution

B. L'intégration du droit communautaire dans le droit interne

§ 3. Les normes législatives et réglementaires

§ 4. La jurisprudence administrative

A. La découverte des principes généraux du droit (PGD)

B. La valeur juridique des PGD

SECTION II - Les contours du principe de légalité

§ 1. Compétence liée et pouvoir discrétionnaire

§ 2. La théorie des circonstances exceptionnelles

Bilan du chapitre : thèmes abordés/ notions à connaître/ jurisprudences clefs/ propositions de QRC et QCM/ lectures pour aller plus loin

PARTIE 1 : LES OUTILS JURIDIQUES DE L'ADMINISTRATION

TITRE 1 : LES ACTES ADMINISTRATIFS UNILATERAUX

CHAPITRE 1 - La notion d'acte administratif

SECTION I - Un acte traduisant l'exercice de la puissance publique

- § 1. Les actes administratifs émanant des personnes privées
- § 2. Les actes de droit privé émanant d'une autorité administrative

SECTION II - Un acte participant à la fonction administrative

- § 1. L'exclusion des actes législatifs
- § 2. L'exclusion des actes relatifs au fonctionnement de la justice
- § 3. L'exclusion des actes de Gouvernement
 - A. Les actes relatifs aux rapports du pouvoir exécutif avec le pouvoir législatif
 - B. Les actes pris en matière de relations avec les pays étrangers

SECTION III - Un acte décisoire faisant grief

- § 1. L'exclusion des actes indicatifs, préparatoires et recognitifs du champ des AAU décisores
- § 2. L'exclusion des mesures d'ordre intérieur du champ des AAU faisant grief
 - A. Le contenu des mesures d'ordre intérieur
 - B. Le recul des mesures d'ordre intérieur
- § 3. La distinction entre circulaires impératives et circulaires non impératives
 - A. La distinction entre les circulaires interprétatives et réglementaires
 - B. La distinction entre les circulaires impératives et les circulaires non impératives
- § 4. L'exclusion des directives du champ des AAU décisores

Bilan du chapitre : thèmes abordés/ notions à connaître/ jurisprudences clefs/ propositions de QRC et QCM/ lectures pour aller plus loin

CHAPITRE 2 - Le régime juridique des actes administratifs unilatéraux

SECTION I - Naissance, exécution et disparition de l'AAU

- § 1. L'élaboration de l'acte
 - A. L'auteur de l'acte
 - 1. La délimitation de la compétence de la personne morale :
 - 2. La détermination au sein de la personne morale de la personne compétente
 - 3. Les substitutions de compétences
 - B. La forme de l'acte
 - 1. La motivation
 - 2. La mention de l'auteur de l'acte
 - C. Les procédures accompagnant l'acte
 - 1. La procédure contradictoire
 - 2. La procédure consultative
 - a) La consultation obligatoire
 - b) La consultation facultative
- § 2. L'entrée en vigueur de l'acte

- A. La détermination de la date d'entrée en vigueur de l'acte
 - 1. Les actes réglementaires
 - 2. Les actes individuels
 - B. Le principe de non-rétroactivité des actes administratifs.
 - 1. Le principe
 - 2. Les exceptions au principe
 - § 3. La disparition de l'acte
 - A. Le retrait d'un acte administratif unilatéral
 - 1. Les différentes hypothèses de retrait
 - 2. Le délai de retrait d'un acte créateur de droit illégal
 - B. L'abrogation d'un acte administratif unilatéral
 - 1. L'abrogation des actes réglementaires
 - 2. L'abrogation des actes individuels
- SECTION II - Le contrôle juridictionnel de la légalité de l'acte**
- § 1. Les conditions de recevabilité du REP
 - A. Les conditions relatives à la requête
 - B. Les conditions relatives à l'acte attaqué
 - C. Les conditions relatives au requérant
 - D. Les conditions relatives aux délais
 - § 2. Les cas d'ouverture
 - A. Les illégalités externes
 - 1. L'incompétence
 - 2. Le vice de procédure
 - 3. Le vice de forme
 - B. Les illégalités internes
 - 1. Le détournement de pouvoir
 - a) La poursuite d'un intérêt privé
 - b) La violation de l'autorité de la chose jugée
 - c) La violation du but assigné
 - 2. La violation de la loi
 - a) La violation directe de la loi
 - b) L'irrégularité des motifs de droit
 - c) L'irrégularité des motifs de fait
 - § 3. Les effets du jugement suivant le REP
 - A. Des effets relativisés
 - B. Des effets renforcés
 - 1. Des effets renforcés par les procédures de référés
 - a) Le référé-suspension
 - b) Le référé-liberté
 - 2. Des effets renforcés par les pouvoirs d'injonction
 - C. Des effets modulés dans le temps
 - 1. L'effet rétroactif de l'annulation contentieuse
 - 2. La modulation dans le temps de l'annulation contentieuse

Bilan du chapitre : thèmes abordés/ notions à connaître/ jurisprudences clefs/ propositions de QRC et QCM/ lectures pour aller plus loin

TITRE 2 : LES CONTRATS ADMINISTRATIFS

CHAPITRE 1 - L'identification des contrats administratifs

SECTION I - Les critères de qualification du contrat administratif

- § 1. Le contrat administratif par détermination de la loi
 - § 2. Le contrat administratif par application des critères jurisprudentiels
 - A. Le critère indispensable : le critère organique
 - 1. Le contrat entre deux personnes publiques
 - 2. Le contrat entre deux personnes privées
 - a) Le principe
 - b) Les exceptions
 - B. Le critère alternatif : le critère matériel
 - 1. Le contenu du contrat : la clause ou le régime exorbitant
 - a) La présence de clauses exorbitantes de droit commun
 - b) Le régime exorbitant de droit commun
 - 2. L'objet du contrat : la participation à l'exécution du SP
 - a) Les contrats confiant au cocontractant l'exécution même du service public
 - b) Les contrats constituant une modalité de l'exécution du service public :
 - c) Les contrats faisant travailler une personne physique pour le compte d'un service public administratif :
- SECTION II - Les principales catégories de contrats administratifs
- A. Les marchés publics
 - B. La concession de service public
 - C. Quelques formules de partenariats publics-privés

Bilan du chapitre : thèmes abordés/ notions à connaître/ jurisprudences clefs/ propositions de QRC et QCM/ lectures pour aller plus loin

CHAPITRE 2 - Le régime juridique des contrats administratifs

- § 1. La conclusion des contrats administratifs
 - A. La liberté contractuelle
 - 1. Dans la jurisprudence constitutionnelle
 - 2. Dans la jurisprudence administrative
 - B. Le choix du cocontractant
 - 1. Les marchés publics
 - a) L'appel d'offres
 - b) La procédure négociée
 - c) Le dialogue compétitif
 - d) Le concours
 - e) La procédure adaptée
 - 2. Les concessions de SP
- § 2. L'exécution des contrats administratifs
 - A. Les prérogatives de la personne publique
 - 1. La modification unilatérale du contrat par la personne publique
 - 2. Le pouvoir de sanction unilatérale
 - 3. La résiliation unilatérale du contrat par la personne publique
 - B. L'influence des faits extérieurs au contrat
 - 1. Le fait du prince
 - 2. La théorie de l'imprévision

Bilan du chapitre : thèmes abordés/ notions à connaître/ jurisprudences clefs/ propositions de QRC et QCM/ lectures pour aller plus loin

PARTIE 2 : LES FINALITES DE L'ACTION DE L'ADMINISTRATION

TITRE 1 : LE SERVICE PUBLIC

CHAPITRE 1 - La création d'un service public

SECTION I - L'obligation ou la faculté de créer un service public

SECTION II - L'encadrement de la faculté de créer un service public

SECTION III - La légalité des interventions des personnes publiques dans le champ économique

§ 1. La reconnaissance de la faculté d'exercer une activité économique

§ 2. Le contrôle juridictionnel du respect du droit de la concurrence

A. L'identification d'une activité économique

B. L'application des règles du droit de la concurrence au service public dans le champ concurrentiel

Bilan du chapitre : thèmes abordés/ notions à connaître/ jurisprudences clefs/ propositions de QRC et QCM/ lectures pour aller plus loin :

CHAPITRE 2 - La notion de service public

SECTION I - La définition du service public

§ 1. Une activité d'intérêt général (critère finaliste)

§ 2. Une activité sous le contrôle de la personne publique (critère organique)

§ 3. Une activité soumise à un régime juridique particulier

A. L'existence de prérogatives de puissance publique nécessaire à la reconnaissance d'un service public (jurisprudence Narcy)

B. De nouveaux indices permettant la reconnaissance d'un service public (jurisprudence APREI)

§ 4. La définition communautaire (les services d'intérêt général)

SECTION II - Les lois du service public

§ 1. Le principe de continuité

A. La valeur constitutionnelle du principe de continuité

B. Les conséquences du principe de continuité

C. La conciliation entre le principe de continuité et le droit de grève

1. Le caractère longtemps illicite de toute grève dans la fonction publique

2. Les principes de la jurisprudence Dehaene

3. L'encadrement du droit de grève

a) Les conditions d'exercice du droit de grève

b) Des limitations au droit de grève

c) Des interdictions au droit de grève

§ 2. Le principe de mutabilité

§ 3. Le principe d'égalité

A. Des fondements solides

B. L'égalité des usagers

1. La possibilité de traiter différemment des personnes placées dans des situations différentes

2. La possibilité de traiter différemment des personnes justifiée par l'intérêt général

C. Le principe de neutralité du service public

1. La neutralité imposée aux agents du service public
2. La neutralité imposée aux usagers du service public

Bilan du chapitre : thèmes abordés/ notions à connaître/ jurisprudences clefs/ propositions de QRC et QCM/ lectures pour aller plus loin

CHAPITRE 3 - La diversité des services publics

SECTION I - La distinction entre les SPA et les SPIC

§ 1. Le mécanisme de la distinction

- A. L'origine jurisprudentielle de la distinction
- B. L'opération de distinction entre un SPA et un SPIC
 1. Une qualification législative
 2. Une présomption d'un SPA lorsque le service est géré par une personne publique
 3. L'identification du SPIC

§ 2. Les conséquences de la distinction

- A. L'application d'un régime principalement de droit privé aux SPIC
 1. Le principe : la soumission au droit privé
 2. L'exception : la soumission au droit administratif
- B. L'application d'un régime principalement de droit public aux SPA
 1. Les SPA gérés par une personne publique (en régie ou par un EPA)
 2. Les SPA assurés par une personne privée

SECTION II - Les différents modes de gestion des services publics

§ 1. La gestion par des organismes de droit public

- A. La gestion par un établissement public
 1. L'identification de l'EP
 2. Les raisons du recours à la formule de l'EP
 3. La diversité des EP
 4. Les spécificités des EP
- B. La gestion en régie

§ 2. La gestion par des organismes de droit privé

- A. Les délégations de service public
- B. La décision unilatérale

Bilan du chapitre : thèmes abordés/ notions à connaître/ jurisprudences clefs/ propositions de QRC et QCM/ lectures pour aller plus loin

TITRE 2 : LA POLICE ADMINISTRATIVE

CHAPITRE 1 - L'objectif de protection de l'ordre public

SECTION I - La notion d'ordre public

§ 1. Les composantes traditionnelles de l'ordre public

§ 2. Les composantes complémentaires de l'ordre public

1. Le respect de la dignité de la personne humaine, composante de l'ordre public

2. La moralité publique, composante de l'ordre public ?

SECTION II - La prévention du trouble à l'ordre public

§ 1. Les autorités compétentes en matière d'ordre public

- A. Les autorités de police générale

1. Les autorités de police générale au niveau national
 2. Les autorités de police générale au niveau local
 - B. Les autorités de police spéciale
 1. Les secteurs concernés
 2. Les autorités compétentes
 - C. Les concours de police
 1. La coexistence de plusieurs polices générales sur un même territoire
 2. La coexistence d'une police générale et de police spéciale
 - a) La coexistence d'une police générale et de police spéciale avec deux autorités compétentes
 - b) La coexistence d'une police générale et de police spéciale exercée par une même autorité ou par deux autorités différentes en cas de péril imminent
 3. La coexistence de plusieurs autorités compétentes en matière de police spéciale
- § 2. L'action préventive distincte de l'action de la police judiciaire
- A. Le critère finaliste comme critère de distinction entre la police administrative et la police judiciaire
 - B. L'intérêt de la distinction entre police judiciaire et police administrative
 1. La juridiction compétente
 2. Les garanties accordées
 3. Le régime de responsabilité applicable
- §3 Le renforcement des pouvoirs de police administrative en situation de crise

Bilan du chapitre : thèmes abordés/ notions à connaître/ jurisprudences clefs/ propositions de QRC et QCM/ lectures pour aller plus loin

CHAPITRE 2 - L'encadrement du pouvoir de police

SECTION I - Les conditions générales de légalité des mesures de police

- § 1. L'application du régime des AAU
- § 2. La limitation de l'étendue des mesures de police
- § 3. La théorie de la voie de fait
 - A. La constitution de la voie de fait
 - B. Les conséquences de la théorie de la voie de fait :

SECTION II - La condition de légalité relative à la nécessité des mesures de police

- § 1. La conciliation de la protection des libertés et du maintien de l'ordre
- § 2. La vérification de l'adéquation de la mesure à la gravité de la menace à l'ordre public
- § 3. La méfiance à l'égard des interdictions générales et absolues

Bilan du chapitre : thèmes abordés/ notions à connaître/ jurisprudences clefs/ propositions de QRC et QCM/ lectures pour aller plus loin

PARTIE 3 : LA RESPONSABILITE ADMINISTRATIVE

TITRE 1 : LES CONDITIONS D'ENGAGEMENT DE LA RESPONSABILITE DE L'ADMINISTRATION

CHAPITRE 1 - Les conditions générales d'indemnisation du préjudice

SECTION I - La construction progressive d'une théorie de la responsabilité administrative autonome

SECTION II - La mise en jeu de la responsabilité administrative

CHAPITRE 2 - Les conditions d'indemnisation du préjudice par les agents publics

SECTION I - La distinction faute de service/faute personnelle

SECTION II - La coexistence de la faute personnelle et de la faute de service

SECTION III - La responsabilité de l'administration en cas de faute non dépourvue de tout lien avec le service

SECTION IV - Les actions récursoires en cas de responsabilité des agents publics

TITRE 2 : LA QUALIFICATION DE LA FAUTE

CHAPITRE 1 - La responsabilité pour faute simple

SECTION I - La nécessité de prouver la faute simple

SECTION II - Les cas de faute présumée

CHAPITRE 2 - La responsabilité pour faute lourde

SECTION I - La nécessité de prouver la faute lourde

SECTION II - Le recul de la faute lourde

CHAPITRE 3 - La responsabilité sans faute

SECTION I - La responsabilité pour « risque spécial »

§ 1. Les dommages accidentels de travaux publics

§ 2. Les préjudices liés aux choses, méthodes ou situations dangereuses

§ 3. Les préjudices liés à des attroupements ou rassemblements

§ 4. Les accidents survenus/dommages subis aux collaborateurs

occasionnels du service public

SECTION II - La responsabilité pour « rupture de l'égalité devant les charges publiques »

§ 1. Les différents mécanismes de responsabilité sans faute

A. La responsabilité du fait des dommages non accidentels de travaux publics

B. La responsabilité du fait des lois

C. La responsabilité du fait des conventions internationales

D. La responsabilité du fait des décisions administratives légales

1. La responsabilité du fait des décisions individuelles légales

2. La responsabilité du fait des décisions réglementaires légales

§ 2. Les conditions de mises en jeu de la responsabilité sans faute

A. Un préjudice spécial

B. Un préjudice grave

C. Un préjudice qui n'est pas la réalisation d'un aléa normalement subi par la victime

D. La réparation ne doit pas avoir été exclue implicitement ou explicitement par le législateur

PARTIE 4 : NOTIONS DE DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE

TITRE 1 : PRESENTATION DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES FONCTIONNAIRES

CHAPITRE 1 - Le modèle français de fonction publique.

SECTION I - Les sources du droit de la fonction publique

§ 1. La compétence pour fixer le statut des fonctionnaires

§ 2. Le statut actuel

A. Les statuts particuliers

B. Les statuts spéciaux

SECTION II - Le rapprochement du droit de la fonction publique avec le droit du travail

CHAPITRE 2 - La diversité des agents publics

SECTION I - La pluralité des employeurs

SECTION II - La diversité des régimes

§ 1. Les agents titulaires

§ 2. Les agents publics non titulaires

TITRE 2 : LA CARRIERE DU FONCTIONNAIRE

CHAPITRE 1 - L'entrée dans la carrière

SECTION I - Les conditions de recrutement

SECTION II - Les voies de recrutement

CHAPITRE 2 - Le déroulement de la carrière : les positions du fonctionnaire

SECTION I - La position d'activité

§ 1. L'affectation à un emploi

A. L'avancement de grade

1. L'avancement au choix

2. L'avancement par tableau d'avancement après examen professionnel

3. L'avancement par voie de concours professionnel

B. L'avancement d'échelon

§ 2. Le traitement

SECTION II - La mobilité du fonctionnaire

§ 1. Le détachement

A. Les cas de détachement.

B. Les conditions de détachement.

C. Les effets du détachement :

D. La durée et la cessation du détachement.

§ 2. La mise à disposition

A. Les cas de mise à disposition

B. Les conditions de la mise à disposition :

C. Les effets de la mise à disposition :

D. La fin de la mise à disposition :

§ 3. La position hors cadres

§ 4. La disponibilité

§ 5. Le congé parental et congé de présence parentale

A. Congé parental

B. Congé de présence parentale

CHAPITRE 3 - La cessation définitive de fonctions

SECTION I - L'admission à la retraite

SECTION II - La démission régulièrement acceptée

SECTION III - Le licenciement pour insuffisance professionnelle

SECTION IV - La révocation

SECTION V - L'abandon de poste

TITRE 3 : LES OBLIGATIONS DU FONCTIONNAIRE

CHAPITRE 1 - Le contenu des obligations

SECTION I - L'obligation de se consacrer à ses fonctions

SECTION II - L'obligation de moralité

SECTION III - Le devoir de discrétion

SECTION IV - L'obligation de réserve

SECTION V - Le devoir d'obéissance

TITRE 4 : LES DROITS DU FONCTIONNAIRE

CHAPITRE 1 - Le droit à la défense des intérêts professionnels

SECTION I - La reconnaissance progressive du droit et de la liberté syndicale

SECTION II - La reconnaissance de la fonction syndicale

SECTION II - Le droit de grève

CHAPITRE 2 - Les droits individuels

SECTION I - Le droit à la protection fonctionnelle

SECTION II - Les droits pécuniaires et les avantages matériels

SECTION III - La garantie de la liberté d'opinion et de la non discrimination

Bilan de la partie : thèmes abordés/ notions à connaître/ jurisprudences clefs/ propositions de QRC et QCM/ lectures pour aller plus loin